



**PRÉFET  
DES ARDENNES**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement Grand Est**

**Unité départementale des Ardennes**  
1 Place de la Préfecture – BP 60002  
08005 Charleville-Mézières Cedex

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/07/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **MÉTAL BLANC SA**

48 rue Pasteur  
08230 Bourg-Fidèle

**Références : NiL/DeF – n° 23/409**  
**Code AIOT : 0005701056**

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19/07/2023 de l'établissement MÉTAL BLANC SA implanté RUE PASTEUR 08230 Bourg-Fidèle. L'inspection a été annoncée le 06/07/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- MÉTAL BLANC SA
- RUE PASTEUR 08230 Bourg-Fidèle
- Code AIOT : 0005701056
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société MÉTAL BLANC exploite une installation de recyclage de batteries usagées pour la production d'alliages de plomb de seconde fusion et de baguettes de soudure sur le territoire de la commune de Bourg-Fidèle (08230).

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- les rejets atmosphériques ;
- la surveillance environnementale.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
9	Surveillance de l'impact des rejets atmosphériques	AP de prescriptions complémentaires du 01/04/2022, article 9	/	Sans objet

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Valeurs limites de concentration	AP de prescriptions complémentaires du 01/04/2022, article 4	/	Sans objet
2	Valeurs limites de flux	AP de prescriptions complémentaires du 01/04/2022, article 5	/	Sans objet
3	Normes de référence	Avis du 22/02/2022, article 2	/	Sans objet
4	Surveillance des rejets atmosphériques	AP de prescriptions complémentaires du 01/04/2022, article 8	/	Sans objet
5	Dispositifs d'alerte	AP de Mise en Demeure du 15/09/2021, article 2	/	Sans objet
6	Maintenance	AP de prescriptions complémentaires du 26/01/2017, article 3.2.8	/	Sans objet
7	Gestion des poussières de filtration	AP de prescriptions complémentaires du 26/01/2017, article 5.2.5	/	Sans objet
8	Conditions de dispersion	AP de prescriptions complémentaires du 26/01/2017, article 3.2.1	/	Sans objet
10	Surveillance de l'impact des rejets atmosphériques sur les sols	AP de prescriptions complémentaires du 26/01/2017, article 9.4	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a mis en place une surveillance de ses rejets atmosphériques, conformément aux textes en vigueur. La prise en compte de la partie « gazeuse » de ses rejets de métaux lors des analyses réalisées depuis novembre 2022 amène à des dépassements de valeurs limites pour ces paramètres beaucoup plus fréquents. Ces dépassements étant variables tant en intensité qu'au niveau du point de rejet concerné, aucune suite n'est proposée dans l'immédiat.

Une surveillance de l'impact des rejets atmosphériques du site sur l'environnement a également été mise en place, mais ne comporte pas l'ensemble des éléments attendus. Par ailleurs, l'interprétation des résultats des campagnes de surveillance environnementale pose question.

Enfin, la visite d'inspection a permis de constater le respect de l'article 2 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 15/09/2021. Nous proposons donc au Préfet d'abroger ce dernier et de déconsigner par arrêté préfectoral la somme de 18 650 euros.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Valeurs limites de concentration

<b>Référence réglementaire :</b> AP de prescriptions complémentaires du 01/04/2022, article 4					
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air					
<b>Prescription contrôlée :</b> Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).					
Concentrations instantanées maximales en mg/Nm <sup>3</sup> sauf indication contraire		Conduit R1	Conduit R2	Conduit R3	Conduit R4
Poussières totales	CI <sup>(1)</sup> CM <sup>(2)</sup>	3 2,5	2 1,5	3 2	3 2
Pb		0,1	0,05	0,1	0,1
Zn		0,04	0,04	0,07	0,15
Cd+Hg+Tl		0,02	0,02	0,02	0,02
Sb+Cr+Co+Cu+Sn +Mn+Ni+V+Zn		0,05	0,05	0,09	0,05
As+Se+Te		0,01	0,01	0,01	0,02
SO <sub>2</sub>		50	300	50	50
NO <sub>x</sub> en équivalent NO <sub>2</sub>		100	100	25	25
CO		100	300	10	10
COV totaux (exprimés en C total)		40	40	15	15
dont COV visés à l'annexe III <sup>(3)</sup>		20	20	20	20
dont COV CMR <sup>(4)</sup>		2	2	2	2
Dioxines/furanes (en ng I-TEQ/Nm <sup>3</sup> )		0,01	0,01	/	/
<b>Constats :</b> Par courriel du 31/07/2023, l'exploitant a transmis à l'Inspection des installations classées les résultats des analyses réalisées mensuellement en sortie de cheminées au cours des années 2022 et 2023 (jusqu'au mois de juin inclus). Ces analyses sont réalisées par la société KALI'AIR. Un seul dépassement en plomb a été constaté entre janvier et octobre 2022 (sur les rejets R1 et R2).  Un contrôle inopiné diligenté par l'Inspection des installations classées et réalisé les 12 et 13 septembre 2022 par la société GINGER sur l'ensemble des points de rejet atmosphérique a porté sur les rejets en plomb et en COV (composés organiques volatils). Un dépassement de la valeur limite de la concentration de rejet en plomb a été observé pour trois des quatre points de rejet : – R2 : 0,11 mg/Nm <sup>3</sup> mesurés pour 0,05 mg/Nm <sup>3</sup> autorisés ; – R3 : 0,46 mg/Nm <sup>3</sup> mesurés pour 0,1 mg/Nm <sup>3</sup> autorisés ; – R4 : 1,0 mg/Nm <sup>3</sup> mesurés pour 0,1 mg/Nm <sup>3</sup> autorisés.  Les résultats, très différents de ceux obtenus dans le cadre de l'autosurveillance mise en œuvre par l'exploitant, s'expliquent par la prise en compte de la partie « gazeuse » des métaux (cf. point de contrôle n°3).  L'exploitant a intégré la fraction « gazeuse » des métaux lourds à ses analyses à compter de novembre 2022. Depuis, des non-conformités sont constatées presque tous les mois, avec une forte variabilité concernant les dépassements (plomb ou zinc, en concentration et/ou en flux, sur des points de rejet différents).					

Les analyses réalisées en mai 2023 n'ont montré aucun dépassement des valeurs limites prescrites. Celles réalisées en juin 2023 ont conclu au dépassement de la concentration en plomb au niveau du point de rejet R3 (0,26 mg/Nm<sup>3</sup> pour 0,1 mg/Nm<sup>3</sup> autorisés).

Compte tenu de la fréquence mensuelle des analyses en plomb et en zinc et de la variabilité des résultats, aucune suite administrative n'est proposée dans l'immédiat, cependant un bilan sera établi en fin d'année et fonction des résultats globaux des actions correctives pourront être prescrites.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 2 : Valeurs limites de flux

**Référence réglementaire :** AP de prescriptions complémentaires du 01/04/2022, article 5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Air

### Prescription contrôlée :

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en flux :

Flux en g/h sauf indication contraire*	R1	R2	R3	R4	Total établissement (canalisés + diffus) en kg/an**
<b>Poussières totales</b>	81	124	138	225	1900
<b>Pb</b>	2,7	3,1	4,6	7,5	63
<b>Zn</b>	1,1	2,5	3,2	11,3	50
<b>Cd+Hg+Tl</b>	0,5	1,2	0,9	1,5	10
<b>Sb+Cr+Co+Cu+ Sn+Mn+Ni+V+ Zn</b>	1,4	3,1	4,1	3,8	35
<b>As+Se+Te</b>	0,3	0,6	0,5	1,5	6
<b>SO<sub>2</sub></b>	1350	18600	2300	3750	250000
<b>NO<sub>x</sub> en équivalent NO<sub>2</sub></b>	2700	6200	1150	1875	50000
<b>CO</b>	2700	18600	460	750	130000
<b>COV totaux (exprimés en C total)</b>	1080	2480	690	1125	35000
<b>dont COV visés à l'annexe III</b>	540	1240	920	1500	2000
<b>dont COV CMR</b>	54	124	92	150	2000
<b>Dioxines / furanes</b>	0,3 µg/h	0,6 µg/h	/	/	122 mg/an

Par ailleurs, l'exploitant veille à respecter annuellement les flux spécifiques ci-après :

Polluants	Flux annuel maximal
<b>SO<sub>2</sub></b>	5,7 kg par tonne en équivalent de batteries traitées
<b>NO<sub>x</sub> en équivalent NO<sub>2</sub></b>	1,2 kg par tonne en équivalent de batteries traitées

### Constats :

Par courriel du 31/07/2023, l'exploitant a transmis à l'Inspection des installations classées les résultats des analyses réalisées mensuellement en sortie de cheminées au cours des années 2022 et 2023 (jusqu'au mois de juin inclus). Ces analyses sont réalisées par la société KALI'AIR.

Un seul dépassement en plomb a été constaté entre janvier et octobre 2022 (sur les rejets R1, R2 et R3).

Un contrôle inopiné diligenté par l'Inspection des installations classées et réalisé les 12 et 13 septembre 2022 par la société GINGER sur l'ensemble des points de rejet atmosphérique a porté sur les rejets en plomb et en COV (composés organiques volatils).

Un dépassement de la valeur limite de la concentration de rejet en plomb a été observé pour trois des quatre points de rejet :

- R2 : 6,05 g/h mesurés pour 3,1 g/h autorisés ;
- R3 : 25,7 g/h mesurés pour 4,6 g/h autorisés ;
- R4 : 63,6 g/h mesurés pour 7,5 g/h autorisés.

Les résultats, très différents de ceux obtenus dans le cadre de l'autosurveillance mise en œuvre par l'exploitant, s'expliquent par la prise en compte de la partie « gazeuse » des métaux (cf. point de contrôle n°3).

L'exploitant a intégré la fraction « gazeuse » des métaux lourds à ses analyses à compter de novembre 2022. Depuis, des non-conformités sont constatées presque tous les mois, avec une forte variabilité concernant les dépassements (plomb ou zinc, en concentration et/ou en flux, sur des points de rejet différents).

Les analyses réalisées en mai 2023 n'ont montré aucun dépassement des valeurs limites prescrites. Celles réalisées en juin 2023 ont conclu au dépassement du flux horaire en plomb au niveau du point de rejet R3 (14,4 g/h pour 4,6 g/h autorisés) ainsi qu'au dépassement du flux horaire en zinc au niveau du point de rejet R1 (1,3 g/h pour 1,1 g/h autorisés).

Compte tenu de la fréquence mensuelle des analyses en plomb et en zinc et de la variabilité des résultats, aucune suite n'est proposée dans l'immédiat.

Concernant les flux annuels, l'exploitant a procédé à la déclaration annuelle de ses émissions polluantes pour l'année 2022. Les données déclarées sont les suivantes :

- poussières totales : 95 kg ;
- plomb : 35,3 kg ;
- zinc : 1 kg ;
- SOx : 47 739 kg ;
- NOx : 3 020 kg ;
- CO : 62 032 kg ;
- COVM : 10 944 kg.

**Ces flux annuels sont inférieurs à ceux autorisés par arrêté préfectoral.**

Enfin, sur la base de 19 838 t de batteries traitées en 2022, les flux spécifiques en SO<sub>2</sub> et NOx sont respectivement de 2,4 kg/t de batteries traitées et de 0,15 kg/t de batteries traitées, soit inférieurs aux valeurs limites prescrites.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

### N° 3 : Normes de référence

**Référence réglementaire :** Avis du 22/02/2022, article 2

**Thème(s) :** Risques chroniques, Air

**Prescription contrôlée :**

Les méthodes normalisées de référence pour les émissions de sources fixes sont listées ci-dessous (tableau 1).

Paramètres	Méthodes de référence
[...]	[...]
As, Cd, Cr, Co, Cu, Mn, Ni, Pb, Sb, Tl et V	NF EN 14385 (mai 2004)
[...]	[...]

**Constats :**

La visite d'inspection a permis de contrôler les conditions de prélèvement et d'analyse pour le plomb et le zinc, le dernier contrôle inopiné diligenté en 2022 ayant abouti à des résultats sensiblement différents de ceux obtenus dans le cadre de l'autosurveillance mise en place par l'exploitant.

Les analyses de métaux lourds sont réalisées conformément à la norme NF EN 14385, comme le prévoit l'avis sur les méthodes normalisées de référence pour les mesures dans l'air, l'eau et les sols dans les installations classées pour la protection de l'environnement publié au journal officiel du 22/02/2022.

Les écarts constatés avec le contrôle inopiné s'expliquent par la limitation des prélèvements et analyses à la fraction particulaire des métaux, que l'exploitant justifie par une confusion / mauvaise interprétation concernant la phase gazeuse des métaux, le terme « gazeux » n'ayant pas la même signification en métrologie et en chimie (en l'occurrence, sont considérés comme gazeuses les particules de diamètre inférieur à 0,3 µm, ce qui correspond à la maille des filtres utilisés lors des prélèvements). Les analyses de la fraction gazeuse des métaux avaient été supprimées à la demande de l'exploitant, son process n'étant pas susceptible d'émettre ces métaux sous forme gazeuse (au sens chimique du terme) en raison d'une température des fumées pas assez élevée. L'exploitant fait ainsi procéder depuis novembre 2022 au prélèvement et à l'analyse de la phase particulaire et de la phase gazeuse des métaux lourds émis par ses installations dans l'atmosphère.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

**N° 4 : Surveillance des rejets atmosphériques**

**Référence réglementaire :** AP de prescriptions complémentaires du 01/04/2022, article 8

**Thème(s) :** Risques chroniques, Air

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant est tenu de respecter les modalités d'autosurveillance des rejets atmosphériques canalisés suivantes :

	Fréquence			
	R1	R2	R3	R4
Débit	Mensuelle			
Poussières	Permanente par capteur continu et mensuelle par méthode normalisée			
Pb	Mensuelle			
Zn	Mensuelle			
Cd + Hg + Tl	Semestrielle			
Sb + CR + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn	Semestrielle			
As + Se + Te	Semestrielle			
SO <sub>2</sub>	Annuelle			
NOX en équivalent NO <sub>2</sub>	Annuelle			
CO	Annuelle			
COV totaux (exprimé en C total)	Annuelle			
Benzène (substance CMR)	/	Annuelle	/	/
Dioxines / furannes	Annuelle		/	/

Les mesures de dioxines-furannes et d'oxydes de soufre sur les conduits R1 et R2 doivent être réalisées préférentiellement lors de l'enfournement de stériles. Les conditions d'exploitation (mode de fonctionnement des systèmes de filtration, nature des charges enfournées, etc.) devront être identifiées dans les rapports d'autosurveillance.

Les mesures comparatives mentionnées à l'article 9.1.2 de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°I- 4991 du 26 janvier 2017 sont réalisées selon les fréquences minimales suivantes :

Paramètres	Fréquence
Débit	Annuelle
O <sub>2</sub>	Annuelle
Poussières totales	Annuelle
Pb + Zn	Annuelle
Cd + Hg + Tl	Tous les 2 ans
Sb + CR + Co + Cu + Sn + Mn + Ni + V + Zn	Tous les 2 ans
As + Se + Te	Tous les 2 ans

#### Constats :

Par courriel du 31/07/2023, l'exploitant a transmis à l'Inspection des installations classées les résultats des analyses réalisées mensuellement en sortie de cheminées au cours des années 2022 et 2023 (jusqu'au mois de juin inclus). Ces analyses sont réalisées par la société KALI'AIR.

L'exploitant fait procéder à une analyse mensuelle de ses rejets en poussières, plomb et zinc sur ses quatre points de rejet atmosphérique canalisés.

Des analyses en dioxines et furannes sont également réalisées annuellement sur les points de rejet R1 et R2, en benzène sur R2 et des analyses en SO<sub>2</sub>, CO, NOx et COV sont réalisées à la même fréquence sur les quatre points de rejet.

Des analyses des métaux autres que le plomb et le zinc sont réalisées à une fréquence semestrielle.

Les dernières analyses réalisées sur l'ensemble de ces paramètres l'ont été en avril 2023.

L'exploitant enfournant peu de stériles actuellement (4 t en 2022), ces conditions d'exploitation ne font pas l'objet d'une attention particulière lors de la planification des analyses.

Enfin, l'exploitant dispose d'une surveillance en continu de ses rejets de poussières, sur les quatre cheminées. Le pas de temps pour la réalisation des mesures de ce dispositif de surveillance est d'une minute. Les dispositifs de surveillance sont en place depuis la fin du mois de juin 2023.

En séance, l'exploitant a procédé, à la demande de l'Inspection des installations classées, à l'extraction des données du 14/07/2023 pour le point de rejet R3. Les concentrations les plus importantes relevées étaient inférieures à 1 mg/Nm<sup>3</sup>.

Dans le cadre de son autosurveillance en continu, l'exploitant a défini un seuil de vigilance à 2 mg/Nm<sup>3</sup> pour les cheminées R1, R3 et R4 pour une concentration maximale instantanée fixée à 3 mg/Nm<sup>3</sup> et un seuil d'alarme à 1 mg/Nm<sup>3</sup> pour R2 (concentration maximale instantanée autorisée à 2 mg/Nm<sup>3</sup>) ainsi qu'un seuil d'alarme correspondant à la concentration limite instantanée.

L'exploitant procède à des mesures comparatives de ses rejets en poussières lors de chaque passage du laboratoire agréé (analyse mensuelle en poussières). Le paramètre poussières étant le seul suivi en continu, l'Inspection des installations classées n'a pas procédé au contrôle d'éventuelles mesures comparatives sur les autres paramètres au cours de la visite.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 5 : Dispositifs d'alerte

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 15/09/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit, pour l'ensemble des conduits relevant de l'article 3.2.7 précité s'assurer de la disponibilité permanente des alarmes, sous un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté.  « Article 3.2.7 de l'arrêté du 26 janvier 2017 : L'efficacité de l'ensemble des systèmes de traitement des rejets atmosphériques doit être contrôlée en continu. À cet effet, des appareils de mesure en continu des poussières sont installés sur l'ensemble des conduits des rejets atmosphériques visés à l'article 3.2.2 du présent arrêté. L'exploitant détermine des seuils d'alarme permettant d'alerter le personnel chargé de la surveillance de ces équipements en cas de dépassement des valeurs des concentrations instantanées maximales de poussières fixées par l'article 3.2.5 du présent arrêté. L'exploitant est tenu de s'assurer de la disponibilité permanente de ces alarmes. Il est également tenu d'établir une procédure définissant les actions à mener en cas de dépassement des seuils d'alerte. Cette procédure est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées ».
<b>Constats :</b> Dans le cadre de son autosurveillance en continu, l'exploitant a défini un seuil de vigilance à 2 mg/Nm <sup>3</sup> pour les cheminées R1, R3 et R4 pour une concentration maximale instantanée fixée à 3 mg/Nm <sup>3</sup> et un seuil d'alarme à 1 mg/Nm <sup>3</sup> pour R2 (concentration maximale instantanée autorisée à 2 mg/Nm <sup>3</sup> ) ainsi qu'un seuil d'alarme correspondant aux concentrations maximales instantanées. Le dépassement de ces seuils entraîne le déclenchement d'une alarme sonore et visuelle.  En cas de dépassement des seuils présentés ci-avant, les opérateurs sont chargés de mettre en place des actions visant à réduire les émissions de poussières. Ces actions sont définies dans la procédure IE-05 présentée en séance et transmise par courriel à l'Inspection des installations classées.  Lors de la visite, les concentrations mesurées étaient sous le seuil de vigilance.  Le retour à la conformité est constaté.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 6 : Maintenance

<b>Référence réglementaire :</b> AP de prescriptions complémentaires du 26/01/2017, article 3.2.8
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Prescription contrôlée :</b> Les opérations de maintenance des différents équipements de dépoussiérage installés dans l'établissement, ainsi que leur fréquence, doivent faire l'objet d'une procédure écrite établie par l'exploitant, diffusée au personnel concerné et affichée à proximité des installations en cause. Un exemplaire de cette procédure est mis à la disposition de l'Inspection des installations classées. Les différentes opérations de maintenance, ainsi que les observations éventuelles auxquelles elles ont donné lieu, sont consignées sur un registre ouvert à cet effet et tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées. L'établissement doit disposer de réserves suffisantes de produits ou matières consommables, tels que manches de filtres, pour assurer le respect des prescriptions pour les rejets atmosphériques.
<b>Constats :</b> Les rejets atmosphériques du site sont traités à l'aide de filtres à manches (2 600 manches sont ainsi déployées sur les quatre cheminées).

<p>Le décolmatage des filtres est réalisé automatiquement en fonction du niveau de pression enregistré au sein de l'installation.</p> <p>L'exploitant ne dispose d'aucun stock de manches de rechange sur son site afin qu'elles ne se dégradent pas. Quelques manches sont disponibles chez le fournisseur de l'exploitant, qui peut les stocker dans de bonnes conditions.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 7 : Gestion des poussières de filtration

<b>Référence réglementaire :</b> AP de prescriptions complémentaires du 26/01/2017, article 5.2.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.</p> <p>En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.</p> <p>L'exploitant procède à l'évacuation régulière des déchets. Tout déchet produit doit être éliminé dans les 12 mois suivant sa production.</p> <p>[...]</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Les déchets et résidus produits par les activités du site sont entreposés dans des bacs de collecte. Toute la poussière récupérée est renvoyée dans les fours.</p> <p>Des captations sont installées au niveau des bacs.</p> <p>L'exploitant envisage de modifier ses installations afin de réduire les envols de poussières. Lors de la visite, aucun envol de poussière n'a été visuellement constaté et les dépôts de poussières par retombées au niveau des sols étaient limités.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

#### N° 8 : Conditions de dispersion

<b>Référence réglementaire :</b> AP de prescriptions complémentaires du 26/01/2017, article 3.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.</p> <p>[...]</p> <p>Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.</p> <p>[...]</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Il n'a pas été constaté, lors de la visite, de source d'émission diffuse importante, ni d'obstacle à la bonne dispersion dans l'atmosphère des effluents atmosphériques canalisés.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Surveillance de l'impact des rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> AP de prescriptions complémentaires du 01/04/2022, article 9		
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance environnementale		
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu d'assurer une surveillance de la qualité de l'air et des retombées de poussières sur les paramètres suivants :		
<b>Paramètres</b>	<b>Fréquenc d'analyse</b>	<b>Méthode de mesure</b>
Plomb	Hebdomadaire	Préleveur automatique
Cadmium	Hebdomadaire	Préleveur automatique
Poussières totales, plomb, cadmium	Mensuelle	7 jauges de type OWEN dont 5 sont situées hors site (mesure des retombées de poussières) et 2 sont situés sur le site (suivi des rejets diffus)
<p>La vitesse et la direction du vent sont mesurées et enregistrées en continu sur le site ou dans son environnement proche.</p> <p>Les différents points de mesure cités par le présent article doivent être placés conformément au plan joint en annexe de l'arrêté préfectoral de prescriptions complémentaires n°I-4991 du 26/01/17.</p>		
<b>Constats :</b> L'exploitant réalise une surveillance des retombées de poussières, de plomb et de cadmium via 7 jauges Owen (dont 2 implantées sur site afin de déterminer les retombées issues de ses émissions diffuses). Aucune analyse des concentrations en plomb ou en cadmium n'est réalisée. Il n'existe aucune valeur limite de retombées en France. En l'absence de données météorologiques, les résultats des retombées ne sont pas interprétables. Le niveau des retombées mesuré au niveau des deux jauges présentes sur le site est toutefois beaucoup plus important que celui mesuré au niveau des jauges implantées à l'extérieur du site (jusqu'à 658 $\mu\text{g}/\text{m}^2/\text{j}$ sur site contre 29,5 $\mu\text{g}/\text{m}^2/\text{j}$ au maximum à l'extérieur du site en 2022 pour le plomb), et témoigne de l'existence d'émissions diffuses non négligeables sur le site.  Une surveillance de la qualité de l'air est également réalisée pour le plomb et le cadmium, en un point situé à proximité de la mairie, conformément aux prescriptions applicables au site. Pour l'année 2022, les concentrations moyennes mesurées dans l'air ambiant sont de 43,8 $\text{ng}/\text{m}^3$ pour le plomb et 0,49 $\text{ng}/\text{m}^3$ pour le cadmium. Ces concentrations sont largement inférieures à l'objectif de qualité de l'air fixé à 250 $\text{ng}/\text{m}^3$ par l'article R. 221-1 du Code de l'environnement pour le plomb et à la valeur cible de 5 $\text{ng}/\text{m}^3$ fixée par le même article pour le cadmium. L'exploitant communique les résultats via des moyennes mensuelles. L'arrêté préfectoral prévoit cependant la réalisation d'analyses hebdomadaires sur les filtres du partisol.  L'exploitant ne dispose d'aucune donnée relative à la vitesse et à la direction du vent. Les résultats des mesures ne sont pas interprétés selon les données météorologiques enregistrées au cours de la campagne de prélèvement.		
<b>Observations :</b> Le rapport annuel 2022 indique que des analyses d'arsenic sont réalisées via le partisol. Cependant, aucun résultat relatif à l'arsenic n'est présenté. Il conviendra de modifier les futurs rapports en conséquence. Concernant les jauges, les résultats des jauges présentes sur site devront être ajoutés à l'ensemble des éléments transmis par l'exploitant dans le cadre de la surveillance environnementale en place.  Par ailleurs, dans son interprétation de l'évolution des résultats dans le temps, l'exploitant avance les travaux réalisés sur ses installations comme principale explication. Si cette donnée est difficilement contestable, il conviendrait également de rappeler que le partisol a été éloigné du site en 2015, et que ce déplacement peut également expliquer au moins partiellement les réductions de concentrations observées.		
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites		
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet		

**N° 10 : Surveillance de l'impact des rejets atmosphériques sur les sols**

<b>Référence réglementaire :</b> AP de prescriptions complémentaires du 26/01/2017, article 9.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance environnementale
<p><b>Prescription contrôlée :</b> [...] puis tous les trois ans, l'exploitant est tenu de mettre en place une surveillance des effets de son installation sur les sols et les végétaux.</p>
<p><b>Constats :</b> Le dernier suivi de la qualité des sols et des végétaux autour du site a été réalisé en 2020. Les prélèvements ont été réalisés au niveau de 15 jardins potagers. 15 prélèvements de sols et 48 prélèvements de légumes ont ainsi été réalisés. Les prélèvements de sols ont été réalisés sur une profondeur de 20 cm.</p> <p>Les analyses réalisées sur les échantillons prélevés concernaient le plomb et le cadmium.</p> <p>L'étude réalisée en 2020 conclut que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– les teneurs en cadmium dans les végétaux sont inférieures au seuil de 0,1 mg/kg MB du règlement 466/2001 ;</li> <li>– les teneurs en plomb dans les végétaux sont supérieures aux seuils de 0,1 et 0,3 mg/kg MB du règlement 466/2001 pour de nombreux échantillons ;</li> <li>– des concentrations comprises entre 0,27 et 2,1 mg/kg en cadmium dans les sols, pour lesquels il n'existe aucune valeur limite ;</li> <li>– des résultats hétérogènes en plomb (de 32 à 420 mg/kg) dans les sols, pour lesquels il n'existe aucune valeur limite.</li> </ul> <p>L'exploitant ne dégage aucune corrélation entre les concentrations en plomb mesurées dans les sols et végétaux et son activité. De nouveaux prélèvements et analyses sont prévus pour cette année 2023.</p>
<p><b>Observations :</b> Aucune corrélation entre les concentrations mesurées dans les sols et les végétaux et la distance par rapport au site ne pourra en effet jamais être établie en l'état, l'impact des rejets du site sur l'environnement dépendant notamment des conditions de dispersion atmosphérique et non pas uniquement de la distance. Ainsi, comparer des concentrations en plomb en deux points situés l'un sous les vents dominants et l'autre dans une zone peu exposée aux retombées du site n'apparaît pas pertinent. Il conviendra de revoir l'interprétation des résultats dans le cadre des prélèvements réalisés en 2023.</p> <p>De plus, le site étant à l'origine d'émissions diffuses (comme le montrent les résultats des retombées de poussières au niveau des jauges), le simple critère de distance ne peut être retenu, puisque les points de prélèvement à proximité immédiate du site pourront être impactés très fortement par les rejets diffus, et pas par les rejets canalisés. De la même manière, les prélèvements réalisés dans la zone de retombées maximales des particules canalisées seront peu impactées par les émissions diffuses.</p> <p>Au regard de l'interprétation simpliste réalisée dans le cadre de ce suivi, il n'est pas possible d'écarter un éventuel impact des rejets du site sur les sols et les végétaux. L'Inspection des installations classées recommande à l'exploitant d'interpréter les résultats obtenus par orientation et sur la base d'une rose des vents, et de ne pas limiter cette dernière uniquement à la distance d'éloignement par rapport à l'usine.</p> <p>Les prélèvements de sols sont réalisés sur une profondeur de 20 cm, et aucune analyse n'est réalisée sur les sols surfaciques (terre potentiellement ingérée par des enfants). Il serait opportun de justifier ce positionnement ou de procéder à des analyses supplémentaires. La réalisation de prélèvements moins profonds serait par ailleurs plus susceptible de révéler un éventuel impact des rejets du site sur son environnement (dilution moins importante).</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet